

## Textes relatifs à la gestion de la crise sanitaire Covid-19

### Mise à jour du 30 novembre 2020

#### → Mesures générales de lutte contre l'épidémie

[Décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#) (les modifications sont surlignées en jaune dans le tableau)

- [modification des motifs autorisés de déplacements](#)

- élargissement des activités autorisées dans les ERP : [ajout des activités de transaction et de gestion immobilière](#), autorisation [des activités extrascolaires en plein air](#) dans les centre de loisirs ou de scoutisme sans hébergement, [ouverture des commerces, ouverture des bibliothèques](#), modification des dérogations pour les [établissements sportifs de plein air](#), [autorisation des cérémonies religieuses](#)

- [modification des conditions d'ouverture des marchés](#)

- [suppression de l'interdiction des activités nautiques et de plaisance](#)

#### → Finances publiques

[Décret n° 2020-1451 du 25 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 21 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

#### → Entreprises

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel](#)

[Ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

→ **Allocations aux demandeurs d'emploi (y compris allocation d'assurance pour les fonctionnaires)**

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

## SOMMAIRE

### **I. Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

→ [mesures générales](#)

→ [encadrement des déplacements](#)

→ Accès du public aux lieux publics ([parcs et jardins](#), [marchés couverts ou non](#))

→ Accès du public aux ERP ([mesures générales](#), [commerces](#), [sports](#), [culture et loisirs](#), [cultes](#))

→ [accueil des jeunes enfants et centre de loisirs](#)

→ [accueil dans les établissements d'enseignement et de formation](#)

→ [réquisitions](#)

→ [mise en quarantaine et isolement](#)

→ [système d'information](#)

### **II. Transports**

→ [maritime et fluvial](#)

→ [aérien](#)

→ terrestres ([collectifs publics](#), [scolaires](#), [ferroviaires et routiers](#), [de particuliers](#))

→ [marchandises](#)

### **III. Santé et Hygiène**

→ [gel hydroalcoolique et masques](#)

→ [médicaments](#)

### **IV. Droit funéraire**

**V. Entreprises et personnes de droit privé (fonds de solidarité, activité partielle, institutions représentatives du personnel, procédure pour les entreprises en difficulté)**

**VI. Juridictions (judiciaire non pénale et copropriétés, judiciaire pénale, administratif)**

**VII. Fonction publique**

**VIII. Finances publiques**

## **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

### **Mesures générales**

	<a href="#"><u>LOI n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire (1)</u></a>
	<a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 1 à 3)</u></a> <b>Mesures barrières (articles 1 et 2)</b> <i>Définition des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites barrières, dont le port du masque, applicable aux personnes de six ans et plus (« dans la mesure du possible » pour les 6 à 10 ans, sauf à l'école où le masque est obligatoire).</i> <i>Respect des mesures barrières en tout lieu et en toute circonstance</i> <b>Interdiction de rassemblement (article 3)</b> <i>Interdiction de tout rassemblement, réunion ou activité de plus de six personnes sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public sauf, et dans le respect des mesures barrières :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour ceux à caractère professionnel</li><li>- au sein des transports de voyageurs</li><li>- dans les ERP autorisés à ouvrir, à l'exception de la célébration des mariages et de l'enregistrement des PACS qui reste limitée à six personnes</li><li>- pour les cérémonies funéraires, dans la limite de 30 personnes</li><li>- pour les cérémonies publiques, hommages civils et militaires, préseances prévues dans le décret n°89-655 du 13 septembre 1989</li></ul> <i>Possibilité pour le Préfet d'interdire ces rassemblements ou de restreindre la limite de six personnes en cas de circonstances locales.</i>

	<p>Dérogation à cette limitation de six personnes : possibilité d'organiser des rassemblements sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public, après déclaration de l'organisateur auprès du Préfet, qui peut interdire la manifestation si le respect des mesures barrières n'est pas garanti par l'organisateur.</p>
<b>Encadrement des déplacements</b>	
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 4, 5 et 10)</p> <p><u>Principe d'interdiction des déplacements (article 4)</u></p> <p>Limitation des déplacements, seuls sont autorisés les déplacements sur attestation et justificatifs pour les motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- trajet aller/retour du domicile <ul style="list-style-type: none"> <li>→ au travail, à la recherche d'emploi, y compris pour déplacement professionnel ne pouvant être différé</li> <li>→ aux établissements ou services d'accueil de mineurs, d'enseignement ou de formation pour adultes</li> <li>→ au lieu d'organisation d'un concours ou d'un examen</li> </ul> </li> <li>- achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle, achats de première nécessité, non interdits par le décret</li> <li>- consultations, examens et soins ne pouvant être assurés à distance et achat de médicaments</li> <li>- motif familial impérieux, assistance aux personnes vulnérables et précaires, garde d'enfants, déménagements</li> <li>- personnes en situation de handicap et, le cas échéant accompagnées de, leur accompagnant</li> <li>- déplacements, <b>sans changement de lieu de résidence, dans la limite de trois heures quotidienne et dans un rayon maximal de vingt kilomètres autour du domicile</b>, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie</li> <li>- convocation judiciaire ou administrative, ou se rendre dans un service public ou chez un professionnel du droit, pour un acte ou une démarche qui ne peuvent être réalisés à distance</li> <li>- participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative</li> <li>- <b>déplacements à destination ou en provenance d'un établissement culturel pour les activités qui ne sont pas interdites</b></li> <li>- <b>déplacements à destination ou en provenance d'un lieu de culte</b></li> <li>- <b>participation à des rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public qui ne sont pas interdits en application de l'article 3.</b></li> </ul> <p><b>Autorisation d'exercer une activité professionnelle sur la voie publique si elle est justifiée par l'un des motifs prévus.</b></p>

	<p>Possibilité pour le Préfet de restreindre ces limitations lorsque les circonstances locales l'exigent</p> <p>Autorisation des déplacements professionnels au domicile du client <b>entre 6 heures et 21 heures.</b></p> <p><u>Déplacements maritimes et fluviaux (article 5)</u></p> <p>Interdiction aux navires de croisière de faire escale, mouiller ou s'arrêter dans les eaux territoriales françaises, sauf dérogation préfectorale, et interdiction de navigation des bateaux à passagers avec hébergement</p> <p>Possibilité pour le Préfet de limiter le nombre maximal de passagers transportés par les navires à passagers arrivant dans un port français.</p> <p>Les déplacements fluviaux et maritimes restent autorisés sous conditions (cf. rubrique Transports)</p> <p><u>Déplacements aériens (article 10)</u></p> <p>Interdiction des déplacements aériens entre la Polynésie Française, la Nouvelle-Calédonie ou Wallis et Futuna et tout point du territoire de la République, sauf pour un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, motif de santé relevant de l'urgence ou motif professionnel ne pouvant être différé. Ce motif devra être justifié par une attestation sur l'honneur et des documents justificatifs.</p> <p>Les déplacements aériens restent autorisés sous conditions (cf. rubrique Transports)</p>
<b><u>Accès aux lieux publics</u></b>	
→ Parcs et jardins	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 38 et 46)</p> <p><u>Parcs, jardins et espaces verts aménagés (article 46)</u></p> <p>Ouverture sous réserve du respect et du contrôle des mesures barrières et de la limitation de rassemblement à 6 personnes, et de l'affichage sur les lieux de ces mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des parcs, jardins et espaces verts aménagés en zone urbaine</li> <li>- des plages, plans d'eau et lacs</li> </ul> <p><b>Suppression de l'interdiction des activités nautiques et de plaisance</b></p> <p>Possibilité pour le Préfet d'interdire l'accès à ces lieux si le respect des mesures barrières n'est pas garanti ou d'y imposer le port du masque, de sa propre initiative ou sur proposition du maire</p>

→ <i>Marchés</i>	<p><u>Marchés couverts ou non (article 38)</u></p> <p>Ouverture des marchés couverts ou non, <b>pour tous les commerçants</b>, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respect des mesures barrières</li> <li>- pas de limitation de fréquentation à six personnes, mais pas de regroupement de plus de six personnes au sein du marché</li> <li>- fréquentation maximale limitée à 4m<sup>2</sup> par personne dans les marchés ouverts <b>et à 8m<sup>2</sup> dans les marchés couverts</b></li> </ul> <p>A défaut du respect de ces mesures, le Préfet peut interdire l'ouverture, après avis du Maire.</p> <p>Port du masque obligatoire dans les marchés couverts pour les enfants de plus de 11 ans</p>
<b>Accès aux ERP</b>	
→ <i>tous ERP</i>	<p><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 27 à 47)</u></p> <p><u>Mesures générales applicables à tous les ERP (articles 27 à 30)</u></p> <p>Fermeture de principe des ERP, sauf pour accueillir du public, dans le respect des mesures barrières, pour les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les services publics, sous réserve des interdictions prévues par le décret</li> <li>- La vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n. c. a.</li> <li>- Les activités des agences de placement de main-d'œuvre</li> <li>- Les activités des agences de travail temporaire</li> <li>- Les services funéraires</li> <li>- Les cliniques vétérinaires et cliniques des écoles vétérinaires</li> <li>- Les laboratoires d'analyse</li> <li>- Les refuges et fourrières</li> <li>- Les services de transports</li> <li>- <b>Les services de transaction ou de gestion immobilières</b></li> <li>- L'organisation d'épreuves de concours ou d'examens</li> <li>- L'accueil d'enfants scolarisés et de ceux bénéficiant d'un mode d'accueil hors temps scolaire</li> <li>- L'activité des services de rencontre et de médiation familiale</li> </ul>

<p>→ Commerces</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation d'activités de soutien à la parentalité relevant notamment des dispositifs suivants : lieux d'accueil enfants parents, contrats locaux d'accompagnement scolaire et réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents ;</li> <li>- L'activité des établissements d'information, de consultation et de conseil conjugal</li> <li>- Les assemblées délibérantes des collectivités et leurs groupements, et les réunions des personnes morales ayant un caractère obligatoire</li> <li>- L'accueil des populations vulnérables et la distribution de produits de première nécessité pour des publics en situation de précarité</li> <li>- L'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination</li> <li>- Les événements indispensables à la gestion d'une crise de sécurité civile ou publique et à la continuité de la vie de la Nation</li> </ul> <p>Le Préfet peut interdire ou restreindre une activité, ou fermer un établissement qui ne respecterait pas les mesures prévues dans le décret.</p> <p>Obligation, pour l'exploitant d'un ERP autorisé à ouvrir au public de s'assurer du respect des mesures barrières dans son établissement. Il peut notamment en limiter l'accès (la limitation à 6 personnes ne s'applique pas aux ERP) et imposer le port du masque. Il est également tenu d'afficher les mesures barrières.</p> <p>Respect des mesures sanitaires de prévention de propagation du virus si la distanciation sociale n'est pas possible entre le professionnel et le client ou l'utilisateur</p> <p>Port du masque obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus dans les établissements autorisés à ouvrir de type L (Salles d'auditions, de conférences, de multimédia, de réunions, de spectacles), X (Établissements sportifs couverts), PA (Établissements de plein air), CTS (Chapiteaux, tentes et structures), V (établissements de culte), Y (Musées), S (Bibliothèques), M (Magasins de vente, centre commerciaux), T (Salles d'exposition), W (Administration, banques) et O pour les espaces communs (Hôtels, pensions de familles et résidence de tourisme)</p> <p>Autorisation de la vente de sapin de Noël à compter du 20 novembre, réalisée dans le cadre des activités de livraison, de retrait de commandes ou en extérieur des ERP concernés.</p> <p><u>Commerces, restaurants, débits de boisson et hébergement (articles 37 à 41)</u></p> <p><b>Réouverture des commerces de type M avec les conditions suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les établissements dont la surface de vente est inférieure à 8 m<sup>2</sup> ne peuvent accueillir qu'un client à la fois</li> <li>- Les autres établissements ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m<sup>2</sup></li> </ul>
--------------------	--

<p>→ Sports</p>	<p>- La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis l'extérieur de celui-ci. Possibilité pour le Préfet de limiter ce nombre si les circonstances locales l'exigent</p> <p>- Ouverture possible entre 6h et 21h, sauf pour une liste d'activités prévues à l'article 37</p> <p>Fermeture maintenue pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établissements de type T à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire</li> <li>- établissements de type N - Restaurants et débits de boisson, de type EF - Établissements flottants pour leur activité de restauration et de débit de boisson, de type OA - Restaurants d'altitude et de type O - Hôtels, pour les espaces dédiés aux activités de restauration et de débit de boisson, et sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le room service des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat et en régie, la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, entre 18 heures et 10 heures du matin ; le représentant de l'Etat dans le département arrête la liste des établissements qui, eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, sont autorisés à accueillir du public en application du présent alinéa</li> <li>- des établissements thermaux et des auberges collectives, résidences de tourisme, villages résidentiels de tourisme, villages de vacances et maisons familiales de vacances, terrains de camping et de caravanage, sauf lorsqu'ils constituent pour les personnes qui y vivent un domicile régulier. Ces établissements peuvent toutefois accueillir des personnes placées en quarantaine et en isolement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19.</li> </ul> <p><u>Établissements sportifs (articles 42 à 44)</u></p> <p>Fermeture des établissements sportifs de type X et PA, avec toutefois des dérogations d'ouverture pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'activité des sportifs professionnels et de haut niveau</li> <li>- les groupes scolaires et périscolaires et les activités sportives participant à la formation universitaire ou professionnelle</li> <li>- les activités physiques des personnes munies d'une prescription médicale ou présentant un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées</li> <li>- les formations continues ou des entraînements nécessaires (et non plus obligatoires) pour le maintien des compétences professionnelles</li> </ul> <p>et en plus, pour les établissements sportifs de plein air :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités encadrées à destination exclusive des personnes mineures</li> <li>- les activités physiques et sportives des personnes majeures, à l'exception des sports collectifs et des sports de combat</li> </ul>
-----------------	--



<p>→ Culture et loisirs</p>	<p>Ouverture des établissements d'activité physiques et sportives relevant des articles <a href="#">L. 322-1</a> et <a href="#">L. 322-2</a> du code du sport pour ces activités</p> <p>Pour les activités physiques autorisées, respect d'une distanciation physique de deux mètres, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas.</p> <p>Port du masque obligatoire pour les personnes de plus de onze ans, sauf s'ils pratiquent une activité sportive</p> <p><b>Fermeture des vestiaires collectifs</b></p> <p>Les hippodromes ne peuvent recevoir que les seules personnes nécessaires à l'organisation de courses de chevaux et en l'absence de tout public.</p> <p><u>Espaces divers, cultures et loisirs (articles 45 et 46)</u></p> <p>Fermeture des ERP suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de type L : Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple, sauf pour les seules activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les salles d'audience des juridictions</li> <li>- les crématoriums et les chambres funéraires</li> <li>- l'activité des artistes professionnels</li> <li>- les groupes scolaires et périscolaires, uniquement dans les salles à usage multiple</li> <li>- la formation continue ou professionnelle, ou des entraînements nécessaires pour le maintien des compétences professionnelles, uniquement dans les salles à usage multiple</li> </ul> </li> <li>- de type CTS : Chapiteaux, tente et structures sauf pour l'activité des artistes professionnels</li> <li>- de type P : Salles de danse et salles de jeux</li> <li>- de type Y : Musées, salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle (scientifique, technique ou artistique, etc.), ayant un caractère temporaire</li> </ul> <p><b>Réouverture des bibliothèques et centre de documentation</b></p> <p>Pour les activités autorisées, l'accueil du public est organisé par le gérant de l'établissement selon les modalités suivantes :</p>
-----------------------------	---

→ Cultes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une place assise pour chaque personne accueillie, <b>sauf pour les bibliothèques et centre de documentation</b></li> <li>- un siège libre entre chacune d'elles ou entre chaque groupe de six personnes maximum venues ensemble</li> <li>- pas d'accès aux espaces permettant un regroupement, sauf s'il est possible de faire respecter les mesures barrières</li> </ul> <p>Interdiction de tout évènement festif ou pendant lesquels le port du masque ne peut être assuré de manière continue</p> <p>Port du masque obligatoire pour les plus de 11 ans sauf pour la pratique d'activités artistiques. La distanciation physique n'a pas à être observée pour la pratique des activités artistiques dont la nature même ne le permet pas.</p> <p>Pour les activités physiques et sportives, respect d'une distanciation physique de deux mètres, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas, et port du masque obligatoire pour les personnes de plus de onze ans, dès lors qu'ils ne pratiquent pas une activité sportive. <b>Fermeture des vestiaires collectifs.</b></p> <p><u>Établissements de culte (article 47)</u></p> <p>Ouverture des établissements de culte de catégorie V, avec interdiction toutefois de rassemblement en leur sein à l'exception des cérémonies <b>religieuses et non plus seulement funéraires</b> mais toujours dans la limite de 30 personnes.</p> <p>Port du masque obligatoire pour toute personne de onze ans et plus. Le masque peut toutefois être retiré, si nécessaire, pour l'accomplissement de rites. Le gestionnaire du lieu de culte s'assure à tout moment, et en particulier lors de l'entrée et de la sortie de l'édifice, du respect de ces mesures de protection. A défaut, le Préfet peut interdire l'accueil du public dans ces établissements.</p>
<b>Accueil des jeunes enfants et des enfants hors période scolaire</b>	
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 32 et 36)</p> <p>Accueil des jeunes enfants dans les établissements et services d'accueil de jeunes enfants et dans les maisons d'assistants maternels dans les conditions habituellement applicables mais en devant limiter au maximum le brassage des enfants appartenant à des groupes différents et avec des conditions d'encadrement précisées</p> <p>Port du masque obligatoire pour les personnels de ces établissements et les assistants maternels, sauf quand ils sont uniquement en présence des enfants, et pour les parents. Respect des mesures sanitaires de nature à permettre d'éviter la</p>

	<p><i>propagation du virus (distanciation physique par nature impossible).</i></p> <p><i>Maintien de la possibilité que certains établissements d'éveil puissent restés fermés (au titre d'une mesure de fermeture par le Préfet), un accueil des enfants de moins de 3 ans des personnels indispensables à la vie de la Nation et à la gestion de la crise sanitaire y est alors assuré</i></p> <p><i>Accueil dans des centres de loisirs sans hébergement et les centres de scoutisme sans hébergement (précisés dans le décret) possible pour de l'accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire, dans les dispositions qui leur sont applicables et au titre de l'article 36. L'observation d'une distanciation physique d'au moins un mètre s'applique dans la mesure du possible. Les activités proposées dans les accueils de loisirs extrascolaires, les accueils de jeunes et les accueils de scoutisme sans hébergement sont organisées en plein air.</i></p>
<b>Accueil dans les établissements scolaires, d'enseignement supérieur et formation</b>	
	<p><a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></a></p> <p><b>Accueil dans les établissements scolaires et périscolaires (article 36)</b></p> <p><i>Accueil des élèves dans tous les établissements scolaires dans des conditions de nature à permettre le respect des règles d'hygiène et de distanciation et permettant de limiter au maximum le brassage des élèves appartenant à des groupes différents</i></p> <p><i>Sauf dans les écoles maternelles, l'observation d'une distanciation physique d'au moins un mètre ou d'un siège s'applique, entre deux personnes lorsqu'elles sont côte à côte ou qu'elles se font face, uniquement dans les salles de cours et les espaces clos et dans la mesure où elle n'affecte pas la capacité d'accueil de l'établissement.</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour les personnels des établissements scolaires et universitaires, pour les élèves de primaire, les collégiens et les lycéens, les étudiants</i></p> <p><b>Accueil dans l'enseignement supérieur et formations (articles 34 à 36)</b></p> <p><i>Enseignement supérieur : accueil possible uniquement pour permettre notamment l'accès aux formations qui ne peuvent dispensées à distance, aux laboratoires de recherche, aux bibliothèques, aux services administratifs, aux services universitaires et interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé, aux services sociaux et activités sociales des associations d'étudiants, aux équipements informatiques, sur rendez-vous, aux exploitations agricoles</i></p> <p><i>Formation : lorsque la formation ne peut pas être effectuée à distance, possibilité notamment pour :</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les organismes de formation professionnelle d'accueillir des stagiaires</li> <li>- les établissements d'enseignement de la conduite, d'accueillir des candidats <b>pour les besoins de l'apprentissage de la conduite</b> et aux épreuves du permis de conduire</li> <li>- les établissements artistiques et de danse de dispenser des cours à certains élèves</li> </ul> <p>Port du masque obligatoire pour les personnels des établissements universitaires et de formation, pour les étudiants et les stagiaires</p>
<b>Réquisitions</b>	
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 48)</a></p> <p><u>Établissements de santé et médico-sociaux / professionnels de santé</u></p> <p>Possibilité pour Préfet de réquisitionner tout établissement de santé, tout établissement médico-social et tout professionnel de santé</p> <p><u>Aéronefs civils</u></p> <p>Possibilité pour le ministre de la santé de réquisitionner les aéronefs civils et les personnes nécessaires à leur fonctionnement pour l'acheminement de produits de santé et d'équipements de protection individuelle nécessaires pour faire face à la crise sanitaire</p> <p><u>ERP</u></p> <p>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout établissement excepté ceux des catégories, N (Restaurants et débits de boissons), V (Établissements de cultes), EF (Établissements flottants), REF (Refuges de montagne), lorsque nécessaire pour répondre aux besoins d'hébergement ou d'entreposage résultant de la crise sanitaire</p> <p><u>Quarantaine -isolement</u></p> <p>Pour l'application des mesures de mise en quarantaine, possibilité pour le Préfet de réquisitionner tous biens, services ou personnes nécessaires au transport de personnes vers les lieux d'hébergement.</p> <p><u>Agences de santé publique</u></p> <p>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout bien, service ou personne nécessaire au fonctionnement des agences régionales de santé ainsi que des agences chargées, au niveau national, de la protection de la santé publique, notamment l'Agence nationale du médicament et des produits de santé et l'Agence nationale de santé publique</p> <p><u>Laboratoires</u></p>

	Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout laboratoire d'analyses pouvant réaliser des examens de détection du covid-19
<b>Quarantaine et isolement</b>	
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (articles 24 à 26)</a></p> <p>Maintien de la possibilité pour le Préfet de prononcer une mesure de mise en quarantaine ou d'isolement de 14 jours maximum, renouvelé pour un mois maximum, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes arrivant sur le territoire national et ayant séjourné au cours du mois précédant cette entrée ou cette arrivée, <a href="#">dans une zone de circulation de l'infection</a></li> <li>- les personnes arrivant sur le territoire métropolitain depuis l'étranger présentant des symptômes d'infection au covid-19.</li> <li>- les personnes ne pouvant justifier, à leur arrivée, du résultat d'un test de dépistage négatif</li> <li>- les personnes arrivant sur le territoire d'une collectivité d'outre-mer en provenance du reste du territoire national.</li> </ul> <p>La mise en quarantaine ou la mesure d'isolement se déroule, au choix de la personne qui en fait l'objet, à son domicile ou dans un lieu d'hébergement adapté à la mise en œuvre des consignes sanitaires qui lui sont prescrites, en tenant compte de sa situation individuelle et familiale. Possibilité pour le Préfet de s'opposer à ce choix si les exigences sanitaires de la quarantaine ne sont pas respectées dans le lieu choisi.</p>
<b>Système d'information</b>	
Chaîne de contamination	<p><a href="#">Décret n° 2020-1385 du 14 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions</a></p> <p><a href="#">Décret n° 2020-1387 du 14 novembre 2020 fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions</a></p>
<b>Transports</b>	
Transports de personnes	Transport maritime et fluvial
	<a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 5 à 9)</a>

	<p><i>Dans tout navire ou bateau à passagers, y compris ceux gérés par une AOM :</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour toute personne de plus de onze, y compris dans les espaces d'attente. Cette obligation ne s'applique pas au passager qui reste dans son véhicule embarqué à bord du navire ou du bateau. A défaut, l'accès est refusé.</i></p> <p><i>Organisation par le transporteur ou l'exploitant des modalités de circulation des personnes présentes dans les espaces d'attentes ou souhaitant accéder à ces espaces.</i></p> <p><i>Le transporteur maritime ou fluvial de passagers informe les passagers par un affichage à bord et des annonces sonores des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ».</i></p> <p><i>Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les passagers et mise en œuvre de mesures de nature à assurer la distanciation physique</i></p> <p><i>A compter du 11 novembre, nécessité d'un test de dépistage négatif pour les déplacements en transports maritimes vers les territoires d'Outre-Mer mentionnés dans <a href="#">la liste des zones de circulation de l'infection</a> ou au départ de pays étrangers listés en annexe 2 du décret vers la France métropolitaine</i></p> <p><i>Nécessité de présenter, pour tout passager d'un navire ou bateau à passager avec hébergement effectuant des liaisons internationales ou des liaisons vers la Corse, une déclaration sur l'honneur attestant l'absence de symptôme d'infection au covid-19 et l'absence de connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant l'escale</i></p> <p><i>Possibilité de soumettre les passagers à des contrôles de température par l'exploitant d'une gare maritime ou fluviale et par le transporteur maritime ou fluvial. A défaut de s'y soumettre, refus de l'embarquement ou du débarquement des passagers concernés.</i></p>
	Transport aérien
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 10 à 13)</p> <p><i>Autorisation des vols depuis et à destination de départements et régions d'Outre-Mer avec obligation de présentation d'un test de dépistage négatif si le territoire de provenance est listé comme <a href="#">zone de circulation de l'infection</a> (à compter du 7 novembre)</i></p> <p><i>A compter du 11 novembre, nécessité d'un test de dépistage négatif pour le vols en provenance d'un pays étranger listé en annexe 2 bis du décret vers la France métropolitaine ou arrivant d'un pays étranger listé en annexe 2 ter</i></p>

	<p><i>Présentation par tout passager, avant son embarquement, d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 et qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec une personne infectée dans les 14 jours précédents. A défaut de présentation de ces documents, l'embarquement est refusé</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus dans les espaces accessibles aux passagers des aéroports, les véhicules réservés aux transferts des passagers ou les aéronefs effectuant du transport public à destination, en provenance ou à l'intérieur du territoire national. A défaut, l'accès est refusé</i></p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de limiter l'accès aux aéroports pour les accompagnateurs des passagers (sauf mineurs et personnes handicapées ou vulnérables).</i></p> <p><i>Information des passagers par l'exploitant d'aéroport et le transporteur aérien par un affichage en aéroport, une information à bord des aéronefs et par des annonces sonores des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ». Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les passagers et mise en œuvre de mesures pour appliquer la distanciation physique</i></p> <p><i>Contrôle de température possible des passagers et refus d'accès à ceux qui refusent de s'y soumettre</i></p> <p><i>Fiches de traçabilité</i></p>
	<p>Transports collectifs publics de voyageurs</p>
	<p><a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></a> (articles 14 à 21)</p> <p><i>Organisation du niveau de service de transports, des modalités de circulation dans les véhicules et des adaptations des équipements de nature à permettre le respect des mesures barrières et l'observation de la plus grande distance possible par l'AOM, en concertation avec les CT, les employeurs, les associations d'usagers et les exploitants du service de transports</i></p> <p><i>Mise en œuvre par l'opérateur de transports, dans la mesure du possible, de mesures visant au respect de la distanciation physique des voyageurs sur les quais et dans les véhicules</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus, dans les véhicules, dans les espaces accessibles au public et affectés au transport public collectif de voyageurs, y compris aux arrêts et stations desservis. A défaut l'accès est refusé.</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour le conducteur du véhicule et tout agent de l'exploitant s'il est en contact avec le public (non applicable s'il est séparé par une paroi)</i></p> <p><i>Information par tout opérateur de transport public collectif de voyageurs routier par autocar ou autobus, ou guidé ou ferroviaire,</i></p>

	<p><i>par annonce sonore et par affichage dans les espaces accessibles au public et affectés au transport public de voyageurs et à bord de chaque véhicule ou matériel roulant, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrières ».</i></p> <p><i>Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les voyageurs par le gestionnaire des espaces affectés au transport</i></p> <p><i>Possibilité de demander aux personnes utilisant les transports les justificatifs leur permettant de se déplacer afin de leur accorder l'accès aux transports et espaces affectés. A défaut de présentation de ces justificatifs, l'accès au transport est refusé.</i></p>
	Transports scolaires
	<p><a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></a> (article 15)</p> <p><i>Port du masque obligatoire pour tout usager de onze ans ou plus, ainsi que les accompagnateurs présents dans le véhicule. A défaut l'accès est refusé. Obligation aussi pour le conducteur</i></p>
	Transports ferroviaires et routiers (hors AOM)
	<p><a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></a> (article 15 et 19)</p> <p><i>Réservations obligatoires des trains et des cars, avec mise en œuvre de mesures permettant la distanciation physiques. Si pas de réservations possibles, information et mise en œuvre des mesures barrières</i></p> <p><i>Port du masque obligatoire pour tout usager de onze ans ou plus, ainsi que les accompagnateurs présents dans le véhicule. A défaut l'accès est refusé. Obligation aussi pour le conducteur</i></p>
	Transport particulier de personnes, publics ou privés et covoiturage
	<p><a href="#"><u>Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></a> (article 21)</p> <p><i>affichage dans le véhicule rappelant les mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrières » visible des passagers</i></p> <p><i>interdiction aux passagers de s'asseoir à côté du conducteur, et un seul passager admis (sauf si le conducteur est séparé des passagers par une paroi, plusieurs passagers du même foyer ou des élèves en situation de handicap ou des personnes handicapées avec leur accompagnateurs, peuvent être admis)</i></p>



	<p><i>Dans les véhicules comportant deux rangées de sièges arrière ou plus, occupation alternative par un et deux passagers. (un seul passager sur la première rangée si pas de paroi de séparation avec le conducteur). Mise à disposition de gel hydro-alcoolique obligatoire.</i></p> <p><i>port du masque obligatoire pour tout passager de onze ans ou plus et pour le conducteur, sauf si séparé des passagers par une paroi. A défaut l'accès est refusé</i></p>
Transports de marchandises	Mesures de protection contre le virus
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 22)</p> <p><i>Application des mesures barrières aux opérations de transports de marchandises, à savoir aux conducteurs des véhicules de transports et aux personnels des lieux de chargement et de déchargements, par la présence d'un point d'eau avec savon ou de gel hydro-alcoolique. Accès obligatoire à ces points d'eau pour les conducteurs des véhicules.</i></p> <p><i>Équipement des véhicules de transports d'une réserve d'eau et de savon ainsi que de serviettes à usage unique, ou de gel hydro-alcoolique.</i></p> <p><i>Remise et signature des documents de transport sans contact entre les personnes.</i></p> <p><i>Dans le cas de livraisons à domicile, le colis est laissé devant la porte sans signature. Les réclamations se font par tout moyen.</i></p> <p><i>Ces dispositions sont d'ordre public.</i></p>
	<p><b><u>Levées des restrictions de circulation</u></b></p> <p><a href="#">Arrêté du 6 novembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, le dimanche 8 novembre 2020 de 0 heure à 12 heures, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »</a></p> <p><a href="#">Arrêté du 6 novembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, du mardi 10 novembre 2020 à 16 heures au mercredi 11 novembre 2020 à 24 heures, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »</a></p>
<b><u>Santé et Hygiène</u></b>	
Gel hydro-alcoolique et masques	Encadrement des prix des gels hydro-alcooliques et des masques
	<p><a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 54) qui renvoie au <a href="#">Décret n° 2020-858 du 10 juillet 2020 relatif aux prix de</a></p>

	<a href="#">vente des gels et solutions hydro-alcooliques et des masques de type ou de forme chirurgicale à usage unique</a>
Médicaments	<a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 51 à 53) <i>Mesures relatives à la délivrance de certains médicaments (doliprane, rivotril) et aux modalités d'approvisionnement en cas de difficultés de certains autres médicaments</i>
Arrêtés de mesures générales	<a href="#">Arrêté du 7 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a>
<b>Droit funéraire</b>	
	<a href="#">Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> (article 50) <i>Les soins de conservation définis à l'article L. 2223-19-1 du code général des collectivités territoriales sont interdits sur le corps des défunts atteints ou probablement atteints du covid-19 au moment de leur décès. Ces défunts font l'objet d'une mise en bière immédiate. La pratique de la toilette mortuaire est interdite pour ces défunts, sauf pour les soins post-mortem réalisés par des professionnels de santé ou des thanatopracteurs</i>
<b>Entreprises et personnes de droit privé</b>	
Fonds de solidarité	<a href="#">Décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</a> <a href="#">Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</a>
Activité partielle	<a href="#">Décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable</a> <a href="#">Décret n° 2020-1317 du 30 octobre 2020 déterminant les secteurs d'activité dans lesquels les employeurs sont temporairement autorisés à effectuer des prêts de main-d'œuvre dans des conditions aménagées</a> <a href="#">Décret n° 2020-1319 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle</a>

	<a href="#"><u>Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020</u></a>
Adaptation de la procédure des entreprises en difficulté	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19</u></a>
Instances représentatives du personnel	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel</u></a>
<b>Juridictions</b>	
Judiciaire non pénale et copropriétés	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés</u></a> <a href="#"><u>Décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale</u></a>
Judiciaire pénale	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale</u></a> <a href="#"><u>Décret n° 2020-1406 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif</u></a>
Administratif	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif</u></a>

<b>Fonction publique</b>	
Prime	<a href="#"><u>Décret n° 2020-1425 du 21 novembre 2020 adaptant les modalités de versement de la prime exceptionnelle allouée à certains agents mobilisés à la suite de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19</u></a>
Allocation d'assurance	<a href="#"><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail</u></a> <a href="#"><u>Ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail</u></a>
<b>Finances publiques</b>	
	<a href="#"><u>Décret n° 2020-1451 du 25 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 21 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020</u></a>